

Déclaration de l'Association des Maires Ville et Banlieue de France

Le défi de l'égalité républicaine toujours d'actualité !

Vendredi 19 novembre 2021

Durant trois jours, les maires de tous les territoires de notre pays se sont retrouvés pour échanger sur la situation de leurs communes, des attentes des habitants et de leur relation avec l'État.

Des maires de villes populaires étaient présents et ont pu s'exprimer dans diverses tables rondes.

Notre association a organisé une rencontre avec l'AFEV (Association de la Fondation Étudiante pour la Ville) et l'ANACEJ (Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes) sur la situation des jeunes au temps de la Covid, et une conférence de presse sur le thème « *Un an après l'appel du 14 Novembre au Président de la République, où en sommes-nous ? Les promesses de l'Etat face à la réalité de la loi de finances 2022* ».

Nous nous félicitons que la résolution de l'AMF votée à l'unanimité au congrès des maires fasse référence à l'Appel de Grigny et à celui des 200 maires du 14 novembre 2020.

En effet, celle-ci précise « *Et ce ne sont pas certainement pas de grands discours, souvent caricaturaux, qui feront sortir nos banlieues de l'état de relégation dans lequel elles sont plongées. Là encore, les espoirs qui avaient été suscités ont été déçus et le sabotage du rapport Borloo justifie la mobilisation de nos collègues maires de quartiers prioritaires de la politique de la ville. Nous faisons à cet égard nôtre l'appel de Grigny et son conseil national des solutions* ».

Malheureusement, le Président de la République a balayé d'un revers de main ce constat. Il a même affirmé que nous étions en retard de 3 ans !

Nous sommes surpris d'une telle attitude. En effet, nous n'avons jamais sous-estimé les quelques avancées obtenues ces dernières années... mais n'oublions pas qu'elles sont le fruit du travail réalisé par les élus et les associations suite au rapport Borloo et de la forte mobilisation de plusieurs centaines de maires à travers l'appel du 14 novembre 2020. Nous pensons notamment aux cités éducatives, aux Micro-Folies, aux colos apprenantes, aux quartiers d'été, aux 2 milliards supplémentaires pour l'ANRU.

Mais, nous sommes loin du compte. En effet, la pandémie a accentué les inégalités sociales dans nos quartiers. Trop souvent la réponse de l'Etat passe par des appels à projets. Ceux-ci excluent de fait nombre de communes.

Nous sommes disponibles pour travailler à des réponses concrètes, urgentes et pérennes. Certaines d'entre-elles sont sur la table, comme une « dotation de surcharge scolaire », la pérennisation des cités éducatives et leur extension à tous les quartiers prioritaires, l'expérimentation des cités olympiques, le fléchage du droit commun dans nos territoires, la compensation intégrale de l'exonération de TFPB sur le logement social.

Afin de lever les ambiguïtés, nous demandons solennellement une rencontre à Monsieur le Président de la République pour en discuter avec comme seul objectif : relever le défi de l'égalité républicaine.

Contacts :

Sylvie Thomas, déléguée générale 06 77 89 78 82

Frédéric Rey, chargé des relations presse 06 20 58 48 79